

# PHILIPPE CHALMIN

Professeur, Université Paris Dauphine ; Fondateur du Cercle Cyclope

Bienvenue à cet atelier consacré — d'ailleurs, je ne sais pas en français — au défi alimentaire. Je le traduirais beaucoup mieux en anglais par *food challenge* parce que je crois qu'effectivement, c'est là un des défis majeurs du 21<sup>e</sup> siècle. J'y reviendrai. Je me présente : Philippe Chalmin. Je suis Professeur à l'Université Paris Dauphine et Fondateur de *Cyclope* qui est un gros bouquin dont j'ai un exemplaire ici, qui raconte tout sur les marchés mondiaux des matières premières en général et des produits agricoles en particulier. Nous avons deux autres intervenants et c'est un petit peu la magie de ce World Policy Forum que d'avoir des intervenants venant de pays très différents. Monsieur Kairat Umarov qui est secrétaire d'Etat, on va dire aux Affaires étrangères, de la République du Kazakhstan. Le Kazakhstan est un pays important aujourd'hui sur l'échiquier agricole et alimentaire mondial. Le Kazakhstan ainsi que les autres républiques de l'ex URSS, notamment la Russie et l'Ukraine, sont des pays très importants en termes d'exportateurs de céréales. Je rappelle que le Kazakhstan, l'Ukraine et la Russie, ça représentait un tiers des exportations mondiales de blé sur la campagne 2009-2010.

C'est bien parce qu'il y a eu tous les problèmes de sécheresse, puis les incendies que l'on a vus à la télévision cet été en Russie, que les disponibilités venant de toute cette zone que l'on appelle la Mer Noire se sont réduites et ont provoqué la flambée des prix que nous avons connue ces trois derniers mois. Et puis, nous avons Monsieur Yashwant Thorat qui a posé tout à l'heure une question à Jean-Claude Trichet. Vous vous direz : qu'est-ce que vient faire un ancien patron de la Banque centrale indienne, de la Federal Reserve Bank indienne dans une table ronde consacrée au défi alimentaire ? Tout simplement parce que Monsieur Thorat s'est occupé pendant trente-cinq ans de toutes les problématiques de crédit rural, que l'Inde est le seul pays au fond qui, au moment des émeutes de la faim en 2008, n'a pas trop souffert. Dieu sait si dans les instances de Washington, on avait critiqué la politique agricole indienne. La politique agricole indienne a largement résisté. L'Inde est aujourd'hui un pays qui est à peu près au stade de l'autosuffisance alimentaire et cela est dû très largement à sa politique agricole et on verra que le crédit joue un rôle tout à fait important. Nous aurons l'occasion d'ailleurs de parler aussi des problématiques de biotechnologie, d'utilisation des engrais, etc., avec Monsieur Thorat.

Alors, le grand agrément d'une réunion comme celle-ci, c'est que nous sommes aussi relativement peu nombreux. Nous pourrions largement ouvrir le débat. J'ai déjà repéré parmi les participants quelques personnes ressources que nous pourrions interroger, Amit Roy par exemple ici qui est un des grands spécialistes de l'économie des inputs et notamment des engrais et on sait que c'est là un des problèmes qui se posent au développement agricole de la planète. J'espère que Jean de Kervasdoué que vous avez vu ce matin se joindra à nous puisque Jean de Kervasdoué est aussi parmi toutes ses casquettes un petit peu spécialisé sur toutes les questions de biotechnologie. Ceci étant, je vais peut-être utiliser du privilège de l'animateur pour essayer, dans un premier temps, de vous dresser un état des lieux et de voir avec vous quelle est la situation. Alors que ce matin, nous avons parlé de santé, nous avons parlé de problèmes monétaires, nous avons parlé de crise économique, pourquoi revenir à ces problèmes agricoles ?

Au fond, qui aurait pensé, alors que l'homme au début du 21<sup>e</sup> siècle maîtrise pratiquement tout en terme technologique, maîtrise l'espace et le temps, que l'homme se trouve confronté encore et toujours comme au temps des grandes famines des siècles précédents, aux problèmes alimentaires ? 2008, nous l'avons vécu pour la plupart avant tout comme une crise d'une violence énorme dans le champ économique. La plus forte crise que le monde ait connue depuis la seconde guerre mondiale et en réalité, depuis 1920. On a peut-être un peu oublié qu'il y a eu en

2008 autre chose, qu'il y a eu en 2008 une véritable flambée sur la plupart des marchés des matières premières. On se souvient, bien entendu, du pétrole presque à 150 dollars le baril. On parle de l'énergie dans l'atelier qui est juste à côté. On se souvient de la flambée des prix des métaux, etc., et puis on se souvient aussi de la flambée des prix agricoles et tout le monde a en tête les images à la télévision des émeutes de la faim dans un certain nombre de pays du tiers-monde, qui avaient même provoqué, je crois me souvenir, le renversement d'un gouvernement en Haïti. Alors, Haïti n'est peut-être pas le pays le plus exemplaire en termes de gouvernance, mais la faim des hommes avait provoqué des émeutes de la faim dans de très nombreux pays.

Alors, c'était provoqué par une multiplication suivant les cas par quatre ou cinq, par rapport aux prix de 2006, des prix des principales denrées alimentaires de la planète, que ce soit le blé, les céréales secondaires, le soja, le riz, les produits laitiers. On se trouvait d'ailleurs à la fin de la campagne 2007-2008 dans une situation extrêmement grave avec des stocks ramenés à la consommation qui n'avaient pratiquement jamais été aussi faibles. Souvenez-vous d'ailleurs aussi à ce moment-là, de la réunion en catastrophe début juin 2008 d'un Sommet alimentaire mondial à Rome convoqué par la FAO. Tous les grands de la planète étaient là à pleurer un petit peu tous des larmes de crocodile en disant : « Mais oui, mais oui, il faut enfin qu'on se préoccupe de l'agriculture ». Je me souviendrai notamment de Bob Zoellick directeur général de la Banque mondiale disant qu'il fallait maintenant remettre l'agriculture en tête de toutes les problématiques de développement. Que ne l'avait-il fait auparavant ? C'est un autre sujet.

D'abord, les problématiques agricoles ont été largement balayées par l'intensité de la crise économique. Il y avait tellement de gens à sauver que, comme l'a dit d'ailleurs un peu cyniquement Mo Ibrahim tout à l'heure, c'était plus facile de sauver des banquiers que des fermiers. Ça, c'est un grand classique et c'est vrai qu'on est allé plus vite au sauvetage d'un certain nombre de grandes banques de la planète qu'au sauvetage d'un certain nombre de systèmes agricoles. Et puis, il se trouve que les deux années agricoles qui ont suivi (2008-2009 et 2009-2010) ont été relativement bonnes. Du point de vue céréalier, c'est redevenu excédentaire. Les prix mondiaux sont revenus à des niveaux tout à fait supportables sans retomber d'ailleurs au niveau d'avant. Il n'y a pas eu, dans le domaine agricole, la chute de prix que l'on a connue, par exemple, pour le pétrole, descendant de 147 à 30 dollars le baril. Mais, on a vu quand même un repli assez net des grands marchés, qu'il s'agisse du blé, du riz, du maïs, etc. Au fond, tout le monde a, de nouveau, oublié l'agriculture.

Et puis, nous arrivons à 2010-2011. Je vous rappelle qu'en agriculture, on raisonne en année de campagne qui commence traditionnellement, au moins pour les grains, le 1<sup>er</sup> juillet. Pour certains autres produits, ça va commencer le 1<sup>er</sup> octobre. Alors que nous vivions dans une sorte de sécurité précaire, de nouveau des problèmes climatiques. Là, les problèmes climatiques, ils sont venus de ma droite. C'est-à-dire de l'Asie centrale, de la Russie, de l'Ukraine. De très fortes sécheresses qui ont réduit de manière très considérable notamment la production céréalière en Russie, un petit peu moins en Ukraine, mais quand même de manière assez forte. La Russie a probablement fait sa plus mauvaise récolte depuis quarante ans. Quarante ans, c'était avant, du temps de l'URSS. Les chiffres étaient peut-être un peu gonflés. C'est probablement une des productions les plus basses qui soit et, comme je le disais tout à l'heure, Russie Ukraine + Kazakhstan, ça avait fait en 2009-2010 un tiers des exportations mondiales de blé.

Sur un marché mondial de 120 millions de tonnes, on peut estimer qu'ils exporteront 20 millions de tonnes de moins. Ajoutons à cela tout simplement la demande liée au rebond économique d'un certain nombre de pays et à des modifications de comportement alimentaire. Ajoutons à cela, j'y reviendrai, des programmes, notamment aux Etats-Unis, de transformation de produits agricoles en énergie. C'est le programme de bioénergie qui pompe quand même 100 millions de tonnes de maïs chaque année aux Etats-Unis. Nous avons connu à nouveau une flambée des cours qui s'est marquée d'abord pour le blé, au mois de juillet/août notamment, par un embargo à l'exportation aux Russes, par des quotas à l'exportation en Ukraine, marquée aussi au mois de septembre/octobre, alors que les récoltes américaines de maïs et de soja apparaissent un petit peu moins bonnes, par de très fortes tensions sur les marchés du maïs et du soja.

Pour vous donner quelques chiffres, je ne vais pas vous en donner beaucoup, ça veut dire en clair que pour l'Europe par exemple, et je n'oublie pas que le Maroc vit quand même très lié à l'Europe, le prix du blé est passé de 120 à 220 euros la tonne aux mois de juillet/août. Les augmentations ont été un peu plus faibles en ce qui concerne le maïs et le soja. Alors, comme toujours, on s'est mis à reparler de la nécessité de relancer un programme coordonné pour l'agriculture mondiale. Il est vrai qu'au précédent Sommet alimentaire de la FAO, qui avait eu lieu en novembre 2009, il

y a exactement un an, il n'y avait pas eu grand monde. Il y avait simplement deux chefs d'Etat qui s'étaient déplacés. Berlusconi parce que ça lui permettait de ne pas aller écouter les juges à Milan et le Pape parce qu'il était le local de l'Etat. Pour le reste, aucun grand chef d'Etat ne s'était déplacé. On voyait bien que l'agriculture était repassée au second plan et puis soudain, elle revient au premier plan. Vous savez peut-être, et on en discutera sans doute demain, au programme du G20 que va piloter la France l'année prochaine, la problématique de la régulation des marchés agricoles a été mise fortement en avant. C'est vrai qu'à ce moment-là, on va beaucoup parler en particulier de spéculation, du rôle négatif de la spéculation, etc., etc.

Alors, je crois que d'abord, il faut peut-être se demander : pourquoi y a-t-il eu ces flambées de prix en 2008-2010 ? Il faut tout simplement se souvenir d'une chose. C'est que nous avons vécu la fin du 20<sup>e</sup> siècle avec des prix agricoles extrêmement déprimés. La plupart d'entre vous n'étant pas dans le monde agricole, vous ne vous en êtes pas rendu compte, mais les prix agricoles vers la fin du 20<sup>e</sup> siècle, en valeur réelle, c'est-à-dire tenant compte de l'inflation, et malgré Monsieur Trichet il y en a quand même un peu, ont atteint des niveaux qui étaient probablement les plus bas de l'ensemble du 20<sup>e</sup> siècle. On vivait à l'époque avec l'illusion de l'abondance et, comme les prix étaient déprimés et que l'on avait des excédents, les politiques suivies étaient des politiques de démantèlement des politiques agricoles. C'est à partir de ce moment-là que l'on a commencé à détricoter la politique agricole commune dans les pays développés, en particulier en Europe, mais surtout, et c'était là le plus grave, dans les pays en développement.

En dehors de quelques pays comme l'Inde qui ont su résister, combien de pays soumis à la rigueur des plans d'ajustement structurel des institutions de Washington ont été obligés de liquider leurs offices des céréales, ont été obligés de liquider les systèmes qu'ils avaient conservés de garanties de prix aux producteurs, etc. ? La réponse était d'ailleurs plus simple : « Vous verrez avec le marché libre, ce sera tellement merveilleux, il vaut mieux que vous achetiez sur le marché mondial pour nourrir vos consommateurs urbains. Quant à vos paysans, de toute façon, ils ne votent pas ». C'est relativement secondaire. Ça, c'est moi qui le rajoute bien entendu dans le raisonnement. C'était aussi l'époque et c'est toujours d'ailleurs l'époque où nombre de gens tout à fait bien pensant disaient : « Mais, nous avons des systèmes agricoles beaucoup trop intensifs. Nous allons dans le mur. Il faut refuser les biotechnologies ». Je viens d'un pays qui a totalement interdit les OGM (Organismes Génétiquement Modifiés). Jean de Kervasdoué est là, nous pourrions en parler tout à l'heure. Mais, je rappelle que dans un pays tout à fait sympathique comme l'Allemagne, la ministre de l'Agriculture, Renate Künast, était la leader des Verts et elle rêvait d'une seule chose, de faire passer l'intégralité de l'agriculture allemande à des systèmes bio-organiques qui, en général, se traduisent par une diminution de moitié des rendements. Mais, c'était secondaire au fond dans un monde qui était marqué par l'abondance.

On a assisté, pendant dix ou quinze ans, non pas à une sorte de démantèlement, mais d'abandon de toute idée. On parlait même de productivité et de productivisme agricole. C'était en tout cas dans un pays comme la France pratiquement un gros mot. Au même moment et ça, on ne s'en rendait pas compte, la demande augmentait au travers de la croissance économique. Le fait que nombre de pays en développement et de pays émergents accédaient à des modèles alimentaires un petit peu plus riches, se traduisait notamment par la consommation de plus en plus importante de produits animaux. Par chance, ce n'est pas le cas de mon voisin indien et, théoriquement, végétarien. Je dis théoriquement, car on était assis l'un à côté de l'autre au déjeuner, et il me semble que ça n'était pas totalement vrai. Mais ça a été en particulier le cas d'un pays comme la Chine. Les petits Chinois se sont enrichis. Ils ont amélioré leur régime alimentaire et ils ont consommé du porc, du canard laqué, etc. La Chine, c'est un exemple, est devenue le premier importateur mondial de soja avec une croissance de ses importations qui se poursuit aujourd'hui de manière considérable. La demande aussi a augmenté.

Alors, deux domaines que l'on n'avait pas attendus jusque-là, mais qui s'expliquaient un petit peu d'ailleurs dans la recherche de nouveaux débouchés, se rattachent aux biocarburants. Les biocarburants n'ont pas provoqué, dans un premier temps, la flambée de 2008, ils l'ont quand même aggravée. Aujourd'hui, le gros des programmes biocarburants c'est la canne à sucre, essentiellement au Brésil, ce qui peut encore se comprendre et puis, c'est le programme bioéthanol américain, à partir essentiellement de céréales et principalement de maïs. Je vous ai dit que le marché mondial est très simple. Production mondiale : 750 millions de tonnes, production américaine 300 à 350, utilisation de maïs pour l'industrie de l'éthanol : 100 millions de tonnes. C'est-à-dire qu'il y a plus de maïs utilisé dans l'éthanol américain que de maïs américain disponible à l'exportation.

On voit bien que l'on a eu à un moment une sorte de désarmement du côté de l'offre alors même que la demande augmentait. Il y a un moment où les deux se sont croisés. Ça se passe aux alentours de 2007-2008. Alors, on a beaucoup parlé à ce moment-là de la spéculation. C'est un mot que l'on n'aime pas. C'est un mot que les politiques adorent utiliser pour fustiger les méchants spéculateurs. Il est exact que pour l'agriculture comme pour l'ensemble du champ des matières premières, on a vu un certain nombre de banquiers, dont certains d'entre vous, les banquiers qui sont dans la salle, s'intéresser aux matières premières. Les matières premières sont devenues une nouvelle classe d'investissement avec des investissements passant par le biais d'indices, etc. Cela a rajouté beaucoup de bruit sur les marchés. Néanmoins, je ne pense pas que l'on puisse attaquer la spéculation. La spéculation, elle peut amplifier un mouvement. Elle peut rajouter de la volatilité.

Ce n'est pas elle qui crée le problème. Il n'y aurait pas eu de sécheresse en Russie, les prix du blé n'auraient pas flambé. Alors, peut-être ensuite les spéculateurs en ont-ils rajouté un peu. J'ai toujours une sorte de comparaison qui est de dire que la spéculation, c'est comme l'écume sur la vague. Quand il y a beaucoup de vent, il y a beaucoup de vagues. Il y a beaucoup d'écume et on ne voit plus la différence entre l'eau et l'écume. Mais quand il n'y a pas de vent, quand la mer est plate, il n'y a pas d'écume. Au fond, il faut se souvenir que c'est la vague qui crée l'écume, ce n'est pas l'écume qui crée la vague. Ceci d'autant plus que nous pouvons, dans le champ agricole, faire la comparaison entre des produits pour lesquels nous avons des marchés dérivés, pour lesquels nous avons des marchés financialisés comme on dit maintenant. Ce sont les grands marchés de Chicago, le blé, le maïs, le soja, etc.

Mais, nous avons aussi des produits pour lesquels il n'y a pas de marchés dérivés. Il n'y a pas de marchés dérivés sur le riz par exemple. Il n'y a pas de marchés à terme du riz. La cotation du riz, c'est du *physic pop* Bangkok, il n'y a pas d'outil. Il n'y a personne qui vient spéculer sur le riz en dehors des producteurs, des négociants, des consommateurs eux-mêmes. La flambée des prix du riz en 2008 a été encore plus forte que celle du blé. Vous avez peut-être entendu, au moins pour les Européens, ce qui s'est passé sur le marché des produits laitiers. Il n'y a pas pour l'instant de marchés dérivés dignes de ce nom pour le beurre et la poudre. Pourtant, les marchés ont flambé. En réalité, plutôt que d'incriminer la spéculation, il faut tout simplement se dire que les marchés — ça, c'est ma thèse — excusez la thèse d'un libéral, les marchés peuvent servir à quelque chose. Les marchés, ils nous passent quelque part un message.

Lorsque les chiens aboient parce que la maison brûle, vous pouvez toujours tuer le chien, la maison continuera à brûler. Les chiens ont aboyé sur les marchés en 2008 et en 2010 en nous disant : « Attention, regardez ce que vous avez devant vous. Regardez le besoin alimentaire de la planète. Si vous ne faites pas un effort, nous, nous allons vous forcer à le faire en vous faisant flamber les prix pour vous montrer que vous avez devant vous un véritable défi ». Alors, ce défi alimentaire du 21<sup>e</sup> siècle, c'est quoi ? On a parlé ce matin du défi démographique. Moi, je n'ai pas pu résister à demander à Jean quelles étaient ses prévisions. Moi, j'étais calé sur une population mondiale se stabilisant aux alentours de 9 milliards d'êtres humains en 2070. Alors, peut-être que ce ne sera que 8. Ça ne modifie pas sensiblement mon raisonnement parce que si nous sommes aujourd'hui 6,5 ou 6,7 milliards de gens et sur ces 6,7, il y en a quand même 1 milliard qui souffrent de pauvreté alimentaire. Pas de faim. C'est entre la faim et la malnutrition de gens qui ont des régimes alimentaires déséquilibrés du fait de la pauvreté.

Il y en a 150 millions en Inde si mes souvenirs sont exacts. Nous sommes 6,5 milliards d'êtres humains, 1 milliard souffrant de pauvreté alimentaire. Si nous imaginons, dans deux générations, que nous serons aux alentours de 9 milliards et rêvons que nous aurons totalement éradiqué la pauvreté, que chacun mangera à sa faim, ce qui serait merveilleux, à vue de nez, en tenant compte du changement des régimes alimentaires vers un peu plus de protéines animales — et n'oubliez pas que pour faire 1 de protéines animales, pour faire 1 de poulet, il faut 3 de protéines végétales, pour faire 1 de bœuf, il faut 7 de protéines végétales, la transformation par l'animal est importante — donc, à vue de nez, on peut estimer que le défi alimentaire de la planète, c'est d'être capable dans deux générations de multiplier par 2 notre production agricole pour satisfaire nos seuls besoins alimentaires.

Je ne tiens pas compte là éventuellement des besoins énergétiques dont je ne suis pas totalement sûr de la rationalité à quelques plantes près. Je pense que le bilan énergétique de la production d'éthanol à partir de maïs, si on intègre tout, c'est à peine à l'équilibre. Je ne sais même pas si ce n'est pas négatif. Oublions le côté énergétique, mais le défi alimentaire de ce 21<sup>e</sup> siècle : multiplier par 2 la production agricole de la planète, a simplement pour rôle d'être capable de répondre à la croissance de la demande alimentaire. Alors, comment fait-on pour multiplier par 2 une production agricole mondiale ? Première réaction toute bête, c'est très simple, on va augmenter les surfaces cultivées.

Le problème, il n'y en a pas ou du moins il y n'a encore que quelques surfaces que l'on peut développer. C'est le Cerrado du Brésil, le grand plateau sur lequel aujourd'hui vous avez de l'élevage extensif et qui pourrait être mis en culture. Le problème, c'est qu'il ne faut pas que l'élevage extensif monte plus et aille vers l'Amazonie. Mais, il y a presque une centaine de millions d'hectares que l'on peut récupérer.

Il y a probablement des choses en Afrique sub-saharienne. La qualité des terres est relativement douteuse. Ailleurs, il n'y a pas grand chose et à l'inverse, il nous faut tenir compte de la croissance urbaine. La croissance urbaine, dans un pays comme la Chine, mange entre 500 000 et 1 million d'hectares chaque année. Tout simplement parce que les villes grandissent et qu'en général, les villes ont des localisations historiques. Ils sont au cœur de bonnes régions agricoles. Ce que l'on perd au passage, ce sont de bonnes régions agricoles. Quand vous atterrissez à Paris, à Roissy, vous atterrissez sur les meilleures terres de France qui ont été ainsi totalement supprimées à la culture. Raisonsons simplement à surface agricole utile constante pour le 21<sup>e</sup> siècle. C'est peut-être un peu pessimiste. La FAO, je le dois à l'honnêteté, nous dit qu'il y a du potentiel.

Je suis personnellement un petit peu sceptique quant à ce raisonnement dans la mesure où nos ancêtres étaient intelligents, les terres qui restent sont des terres difficiles, peu productives, soumises à l'érosion. Notre ami nous parlera peut-être des terres vierges du Kazakhstan à la grande époque krouchtchévienne. Je serais curieux de voir ce que ça a donné aujourd'hui. Attention, la porte de sortie : on va cultiver plus, n'est probablement pas la bonne, d'autant plus qu'il faut tenir compte du changement climatique de certaines zones qui vont se trouver soumises à des sécheresses plus grandes. D'autres risquent éventuellement de dégeler, mais avant que vous ne passiez la charrue dans le permafrost sibérien ou canadien, je pense qu'il faudra qu'il se passe pas mal de temps.

Donc, si je ne peux pas augmenter les terres, le challenge, il est très simple. Il est d'être capable de multiplier par 2 les rendements. Alors, comment multiplier par 2 les rendements moyens de la planète ? On pense immédiatement aux innovations technologiques. C'est vrai, elles occupent une place et il nous faudra dire un mot et faire un peu le point du développement des biotechnologies, du développement des OGM qui, aujourd'hui, couvrent des surfaces de plus en plus importantes de la planète, suscitent aussi des réactions extrêmement violentes de « la société civile ou au moins ses représentants ». Il y aura certainement des progrès techniques. Il y aura de nouvelles révolutions vertes. Comment vont-elles se passer ?

Il sera intéressant d'ailleurs de voir et de faire un peu le bilan de la manière dont la révolution verte a été gérée dans un pays comme l'Inde qui en est le plus bel exemple. Mais, au fond, on peut se dire qu'à technique équivalente, à technique à peu près constante, on peut énormément améliorer les choses. Améliorer les choses en termes de meilleure gestion des intrants. Meilleure gestion de l'utilisation des engrais, de l'utilisation des phytosanitaires, etc. Se poser d'ailleurs la question : ces engrais seront-ils toujours disponibles ? On a parlé même, à côté du Peak Oil, du Peak Phosphate. Je parle du phosphate parce que nous sommes assis ici sur presque la moitié des réserves mondiales de phosphate. On sait que le phosphate, pour l'instant, n'est pas remplaçable. *A priori*, même en rêvant au niveau technologique, il ne le sera peut-être pas.

Enfin, et ce sera là aussi intéressant d'en discuter, c'est probablement tout le champ des politiques agricoles. La meilleure manière de développer une production n'est-elle pas de garantir aux agriculteurs des prix incitatifs ? C'est comme ça que l'Europe qui, je vous le rappelle, était totalement déficitaire du point de vue agricole en 58, est devenue un des grands exportateurs mondiaux. Il est clair, de ce point de vue là, que la gestion des politiques agricoles dans les pays émergents, mais surtout dans les pays en développement et notamment en Afrique, du fait de sa démographie, est notre challenge le plus important. Donc, quel sera le challenge le plus important du point de vue agricole ? C'est une véritable question. Comment gérer des politiques agricoles ? Comment gérer des systèmes de garanties de prix ? C'est un sujet auquel on s'est déjà beaucoup intéressé au 20<sup>e</sup> siècle, que l'on croyait peut-être avoir réglé, et qui ressort devant nous au 21<sup>e</sup> siècle comme un des problèmes majeurs.

Je m'arrête là en m'excusant d'avoir été atrocement long, mais c'est le privilège de la présidence d'un atelier pour insister, simplement. Il est beaucoup plus à la mode aujourd'hui de parler du défi climatique, de parler des défis énergétiques, etc. C'est effectivement très important. Paradoxalement, je pense que pour le 21<sup>e</sup> siècle, le défi majeur reste encore celui qui l'avait été au 18<sup>e</sup>. Je vous rappelle que la Révolution Française a commencé par une émeute de la faim lorsque le peuple de Paris est allé chercher à Versailles le boulanger, la boulangère et le petit mitron. C'est une

émeute de la faim. Les grandes révolutions du 19<sup>e</sup> (1830-1848), ce furent des émeutes de la faim. La dernière grande famine que le monde ait connue, ce fut la révolution culturelle sous Mao. Le monde avait cru tourner la page de ce point de vue-là, en dehors de quelques cas extrêmes. Aujourd'hui, le défi alimentaire reste profondément le défi majeur auquel a à faire face notre humanité en ce 21<sup>e</sup> siècle.

Voilà un petit peu quelques idées globales. Ce que je vous propose, au-delà de ces propos très généraux, et on pourra répondre ensuite aux questions, c'est de rentrer très rapidement dans deux études de cas et de passer d'abord par le cas de l'Inde. L'Inde, c'est quand même la deuxième plus importante population du monde. Vous êtes 1,3 ou 1,4 milliard et finalement, on n'a pas parlé d'émeutes de la faim en 2008 en Inde. L'Inde a perturbé certains marchés récemment et les mauvaises récoltes en Inde ont provoqué la flambée des prix du sucre. Mais, c'est un peu secondaire. L'Inde a maintenu pratiquement depuis le temps du *raj* une politique agricole de protection des petits paysans. L'Inde avait fait, me semble-t-il me souvenir, à l'époque de la première indépendance, une des réformes agraires presque les plus équitables de la planète. Je crois que le cas indien est intéressant à connaître de la même manière d'ailleurs qu'aujourd'hui, l'Inde nous interroge sur un certain nombre de questions. Les anti-OGM par exemple ont beaucoup utilisé des suicides d'agriculteurs indiens pour, dans le domaine du coton, protester contre le développement des OGM.

Alors, Monsieur Thorat, où en est l'Inde ? Quelle est la situation et comment envisagez-vous l'avenir ? En étant bien conscient que vous êtes un banquier central et point un agronome, mais justement en vous demandant comment on fait une politique agricole, comment on trouve de l'argent notamment pour aider son agriculture.